

les affaires

ARCHITECTURE

Construire l'avenir

LES INDUSTRIES



MANUFACTURIER
DE PANNEAUX
ARCHITECTURAUX
SUR MESURES

Équipe
d'expérience

Qualité
supérieure

Grande
expertise

Toujours
innover



Architecture

| | | | | | |
|---------------------------------|------|------------------------------|------|------------------------|------|
| Adhoc architectes | A-03 | LemayMichaud..... | A-03 | Ordre des architectes | |
| Anne Carrier architecture | A-10 | Maître Carré | A-03 | du Québec | A-05 |
| Association des architectes en | | Menkès Shooner Dagenais | | Provencher Roy | A-07 |
| pratique privée du Québec | A-05 | LeTourneux architectes | A-06 | STGM architectes..... | A-09 |
| Jodoin Lamarre Pratte | | ministère de la Culture | | Vérificatrice générale | |
| architectes | A-04 | et des Communications | A-05 | du Québec..... | A-10 |

Les prochains mois seront déterminants pour les firmes d'architectes. En plus d'être très impliquées dans le réaménagement des espaces publics et privés afin de répondre aux nouvelles règles sanitaires, elles mettront les bouchées doubles en matière de développement des affaires. Tour d'horizon des défis qui attendent cette profession au cœur de l'adaptation du Québec à sa nouvelle réalité, à la fois sanitaire et économique.



Les architectes n'auront d'autres choix que de tenir compte de l'influence de la pandémie, notamment sur les habitudes de travail et de consommation. © Étienne Beaugard Riverin pour Unsplash

1. DES ESPACES PENSÉS POUR UNE RÉALITÉ NOUVELLE (P. A-03)
2. LA LOI SUR LES ARCHITECTES ENFIN MODERNISÉE (P. A-05)
3. DE GRANDS PROJETS DANS LES PLANS (P. A-06)
4. LA QUALITÉ D'ABORD, LA RELANCE ENSUITE (P. A-08)
5. LE PATRIMOINE BÂTI, UNE NOTION À CREUSER (P. A-09)
6. GAGNER À RÉHABILITER LES VIEUX MURS (P. A-11)

LE RENDEZ-VOUS DE L'ANNÉE

POUR TOUS LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT QUÉBÉCOIS

EXPO
VIRTUELLE
28
OCT
+
03
NOV

Contech EXPO
BÂTIMENT 2020

INSCRIPTION GRATUITE : contech.qc.ca/expo-virtuelle

Des espaces pensés pour une réalité nouvelle

Anne-Marie Luca

L'interdiction de se rendre sur son lieu de travail pendant le confinement a forcé un très grand nombre de Québécois à travailler de chez eux. Pour plusieurs, le télétravail se poursuit cet automne. Certains y prennent goût, au point d'inciter les architectes à remodeler certains espaces résidentiels.

«Les promoteurs de tours de condominiums nous demandent davantage de bureaux à la maison, donc on revoit les chambres qui deviennent un espace peu utilisé le jour», explique

Jean-François St-Onge, cofondateur de la firme montréalaise Adhoc architectes, lui-même en télétravail au moment de l'entrevue.

Un de ses clients, le développeur immobilier Maître Carré, souhaite par exemple revoir certains aspects architecturaux de son futur immeuble d'environ 200 logements, qui est sur la table à dessin depuis novembre 2019 et qui sera construit dans un arrondissement central de Montréal.

L'édifice d'environ 60 millions de dollars (M\$), le deuxième du projet locatif Mellem, comptera désormais des bureaux locatifs fermés à même le bâtiment de plus de 75000 pieds

carrés. « On veut offrir un minicentre d'affaires à ces professionnels qui vivent à deux dans un quatre et demi et qui ne s'entendent pas parler pendant des appels simultanés », précise Hugo Girard-Beauchamp, fondateur de Maître Carré. Il est d'ailleurs convaincu que le télétravail est là pour de bon.

Cela dit, tous ces changements restent mineurs, souligne Jean-François St-Onge. « On ne construit pas pour une pandémie, car deux ans, dans l'architecture d'un immeuble, ce n'est rien. »

Volumes de livraisons

La réflexion sur le réaménagement des espaces



Pierre Mierski
associé, LemayMichaud

« Pour la plupart des investisseurs en développement immobilier, la COVID-19 a précipité des tendances qui seraient probablement survenues dans un laps de temps de 10 à 15 ans. »

s'étend également aux projets commerciaux. La pandémie continue en effet de propulser la popularité des achats en ligne, et cela se répercute davantage sur les centres commerciaux.

« Pour la plupart des investisseurs en développement immobilier, la COVID-19 a précipité des tendances qui seraient probablement survenues dans un laps de temps de 10 à 15 ans », indique Pierre Mierski, associé à la firme d'architecture et de design LemayMichaud, dont les bureaux se trouvent à Montréal, Québec et Ottawa.

À la demande de certains centres commerciaux – dont l'architecte a voulu taire le nom –, la firme

Mettez de l'intelligence dans vos finances.

Nos experts-conseils offrent le plus haut niveau d'accompagnement en gestion financière appliquée à votre profession.

fdpgp.ca

 **fdp** Intelligence financière

accélère la réflexion sur les possibilités de transformer ces édifices afin de permettre d'autres vocations. « On repense ces amalgames de bâtiments ceinturés par une mer de stationnements, peut-être en ajoutant une composante résidentielle, explique Pierre Mierski. Les propriétaires de ces centres craignent que l'achat en ligne reste une habitude. »

Le milieu hospitalier

Le milieu hospitalier fait également face à des contraintes inattendues de réaménagement. Lorsque la COVID-19 a frappé la province, la firme montréalaise Jodoin Lamarre Pratte architectes a par exemple dû revoir les plans du pavillon Enfant-Soleil, qui abrite le Centre mère-enfant et la nouvelle urgence de

l'hôpital Fleurimont, à Sherbrooke. L'objectif: diminuer les risques de transmission d'infection.

Il était cependant impossible de redessiner les six étages du bâtiment d'environ 35000 mètres carrés que la région attend depuis plusieurs années. Les plans du projet évalué à environ 200 M\$ étaient presque terminés. « Il fallait réaménager l'espace sans que ça ait de répercussions sur les coûts, l'échéancier ou la superficie, raconte Michel Broz, l'un des associés principaux de la firme. L'opération ne consistait pas à refaire l'hôpital parfait anti-COVID, mais à prévoir certains ajustements. »

Sur une vingtaine d'éléments proposés, une dizaine ont été retenus par le comité directeur du projet, formé entre autres



Les centres commerciaux pourraient être transformés afin de permettre d'autres vocations. ©: Sunyu Kim pour Unsplash

du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CIUSSS de l'Estrie et de la Société québécoise des infrastructures. Parmi eux, l'ajout de portes pivotantes pour subdiviser les corridors qui encerclent les postes de soins infir-

miers – eux-mêmes entourés de chambres – des départements d'urgence, de pédiatrie et d'obstétrique.

Le système de climatisation a également été ajusté afin de pouvoir compter, au besoin, sur des espaces

à pression d'air négatives.

Jodoin Lamarre Pratte architectes revoit aussi actuellement sa programmation fonctionnelle – l'étape précédant les plans – du projet de modernisation de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, dont le coût global est évalué à 1,8 milliard de dollars.

Étant encore au tout début du projet annoncé en mars 2018, la firme dispose dans ce cas de plus de latitude pour adapter la superficie globale de l'hôpital, qui reste à ce jour inconnue, affirme Michel Broz. « Le défi est de créer des espaces où un patient ne peut pas contaminer l'autre, note l'architecte spécialisé dans le domaine de la santé. Un hôpital, c'est aussi un peu comme une usine où il y a des éléments propres et souillés qui se promènent.

Donc, afin d'éviter toute contamination, il faut augmenter le nombre de corridors et d'ascenseurs pour ne pas mélanger le propre et le sale. »

Une chose qui ne sera certainement pas dessinée dans le réaménagement de Maisonneuve-Rosemont: des salles d'attente séparées par des rideaux, « comme on le voit dans les urgences vieilles de dix ans », note Michel Broz. Ce seront plutôt de petites pièces fermées où s'isolent les patients, avec une porte coulissante d'un côté et une porte à pivot de l'autre. « Le principe est de créer des zones isolées, explique-t-il. On l'a vu dans les CHSLD avec leurs grandes unités de soins de 30 lits sans aucune ségrégation, où tout le monde se promène et tousse. C'est la pire situation. »

BROCCOLINI

LE DESIGN URBAIN À SON APOGÉE DANS LA MÉTROPOLE

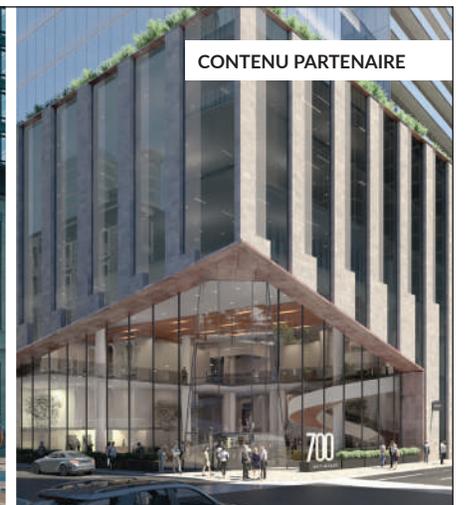
Constructeur et développeur de renom, Broccolini s'entoure de partenaires de choix pour réaliser des projets de qualité exceptionnelle, notamment au centre-ville de Montréal. Passionnée d'architecture contemporaine et de design urbain, la firme est soucieuse de mettre à profit son expertise pour créer des bâtiments spectaculaires, fonctionnels et intemporels.

Avec ses projets d'envergure, Broccolini transforme le paysage montréalais: pensons entre autres à la nouvelle Maison de Radio-Canada, ou encore au Quartier international, lequel représente un investissement de plus d'un milliard de dollars. Le dénominateur commun des constructions signées Broccolini? Un design recherché qui tient compte de l'environnement pour une intégration visuelle optimale.

NULLE PLACE POUR L'IMPROVISATION

« Notre équipe passe beaucoup de temps sur la recherche, et le design est mûrement réfléchi lors de la planification des projets, car nous tenons compte de l'aspect historique des quartiers, illustre M. Anthony Broccolini, chef de l'exploitation chez Broccolini. À Montréal, nous avons la chance d'avoir le Vieux-Port: dès qu'on y entre, on a l'impression de faire un voyage dans le temps! Pour respecter ce caractère unique, nous sélectionnons soigneusement les procédés architecturaux et les matériaux, tels que la pierre naturelle », poursuit-il.

« L'emploi judicieux des éclairages de nuit et le calcul des proportions sont cruciaux lorsqu'il est question de design urbain. Cela dit, nos projets ne sont pas seulement beaux de l'extérieur, mais aussi à l'intérieur », soutient Anthony Broccolini. Que ses projets soient résidentiels ou commerciaux, le constructeur est conscient que rien ne doit être laissé au hasard pour livrer un édifice qui cadre à la perfection avec les éléments environnants. « Pour l'un de nos plus récents projets sur la rue Saint-Jacques, nous avons préservé une façade historique d'origine, laquelle fut intégrée à un design contemporain. Le résultat est percutant et très réussi! », assure M. Broccolini.



PRÉOCCUPATION ENVERS LES UTILISATEURS

Chose certaine, le constructeur ne cherche pas uniquement à épater la galerie avec des bâtiments prestigieux et des tours vertigineuses; son souci est également de s'assurer que les utilisateurs et les piétons qui circulent à proximité vivent une expérience agréable.

« Nous avons le souci de faciliter la vie des gens qui vivent, magasinent, se divertissent ou travaillent dans nos édifices. Nous voulons répondre aux besoins de la communauté qui se forme naturellement autour d'un projet; c'est pourquoi nous portons une attention particulière aux aires communes et aux espaces publics, lesquels donnent envie de s'y arrêter pour prendre une pause bien méritée. Un immense parc sera d'ailleurs aménagé entre Victoria sur le parc et le siège social de la Banque Nationale, qui sont présentement en construction. », se réjouit Anthony Broccolini.

PRIVILÈGE, HONNEUR ET RESPONSABILITÉ

L'équipe de design de Broccolini est en pleine croissance. Dotée d'équipements sophistiqués, elle conçoit des modèles en 3D de haute précision qui donnent un aperçu réaliste du résultat final d'un projet. Motivée et passionnée, l'entreprise est prête à relever de nouveaux défis. « Nous sommes très excités et fiers de participer à la création de ces bijoux [gems] à Montréal, et nous sommes conscients de notre privilège. Plusieurs de nos projets transforment la silhouette de la ville – c'est un immense honneur, et une grande responsabilité! », conclut Anthony Broccolini.

La Loi sur les architectes enfin modernisée

Anne-Marie Luca

Après une longue attente, les architectes du Québec voient enfin la définition de leur profession être modernisée. Le projet de loi 29, qui englobe un grand nombre de modifications au Code des professions, a été adopté le 24 septembre à l'unanimité par les élus.

« C'est une avancée énorme, affirme Pierre Corriveau, président de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ). On a une très belle définition, dans laquelle on sent que l'architecte devient un joueur clé dans la création du cadre bâti. »

Même réaction du côté de l'Association des architectes en pratique privée du Québec. « Toutes les préoccupations ont été entendues », indique sa directrice générale, Lyne Parent.

Faire de la surveillance des travaux un acte réservé aux architectes représente un ajout fondamental, selon les deux intervenants. Auparavant, celle-ci pouvait être exercée par une tierce personne qui « ne possède pas

nécessairement la compréhension ni la formation pour confirmer que les travaux ont été réalisés conformément aux plans et aux devis de l'architecte », souligne M. Corriveau, également associé de la firme CGA architectes. La loi n'oblige cependant pas la surveillance des travaux de construction. Elle ne fait que préciser que si elle a lieu, cette supervision doit être confiée à celui qui a élaboré les plans, en l'occurrence l'architecte.

Or, l'obliger représente une mesure essentielle pour la protection du public, estime l'OAQ. « Des gens payent pour obtenir des plans et des devis, mais n'ont aucune garantie que la construction est conforme », fait valoir Pierre Corriveau.

Une stratégie qui se fait attendre

Pendant que la Loi sur les architectes aboutit, la Stratégie québécoise de l'architecture, elle, stagne. Un an et demi après avoir été lancée, l'élaboration de ce document qui se concentre sur les notions de qualité architecturale a été mise en pause, notamment en raison de la pandémie.

Une porte-parole du ministère de la

Culture et des Communications (MCC), Émilie Mercier, a expliqué à *Les Affaires* par courriel que la crise sanitaire et le patrimoine immobilier représentent actuellement les priorités. « Le Ministère concentre d'abord ses efforts et ressources [...] sur la mise en œuvre du plan de relance économique pour la culture [et] consacre beaucoup de temps et d'énergie à préparer son plan d'action en patrimoine immobilier afin de répondre au rapport du Vérificateur général du Québec déposé en juin dernier », écrit-elle.

Bien que Pierre Corriveau comprenne la pression que subit le MCC, il considère que la Stratégie prend justement tout son sens alors que le gouvernement entend relancer l'économie avec le projet de loi 66, qui porte sur l'accélération de projets d'infrastructure. « Elle constitue un outil précieux pour accompagner cette relance, fait-il valoir. C'est pourquoi nous souhaitons qu'elle franchisse les dernières étapes de son élaboration afin d'être mise dès que possible au service des Québécois. »

Le document, qui s'adresse à tous les inter-

venants du cadre bâti, se penche aussi sur le patrimoine. Il permettrait également d'aider la rédaction du plan d'action du MCC.

Lancée dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023, la Stratégie québécoise de l'architecture pourrait concerner près de 41 % du Plan québécois des infrastructures, une somme atteignant 47 milliards de dollars, selon les données du MCC. Le Ministère a investi plus de 75 000 \$ dans ce processus depuis le lancement des travaux, en avril 2019.

La Stratégie sera commentée lors d'une consultation interministérielle qui doit avoir lieu dans les prochains mois, affirme le MCC. « C'est une très belle promesse sur la valeur de l'architecture dans la création de milieux de vie de qualité », estime Pierre Corriveau, qui se dit confiant du potentiel du document lu l'automne dernier.

La Stratégie vise l'adoption de pratiques exemplaires dans les projets menés par l'État, indique le Ministère. Elle permettrait aussi de stimuler la créativité et l'innovation en architecture et en design urbain, renchérit le président de l'OAQ. 

LA CONSTRUCTION DU PROJET UNION SUR LE PARC S'ACHÈVE !

La petite histoire d'un grand projet au centre-ville de Montréal

Un site emblématique et patrimonial

Situé dans le Quartier des grands jardins, le site autrefois occupé par le domaine des Franciscains, est situé à la limite sud du Village Shaughnessy, un quartier identitaire fort d'une richesse patrimoniale exceptionnelle abritant de nombreuses grandes institutions montréalaises dont le Centre Canadien d'Architecture. Fruit d'un processus de planification urbaine concerté, les deux tours jumelles de 20 étages se déploient en un geste architectural raffiné, à l'image du paysage des grands jardins.

Une approche sensible et contemporaine

Fondant son approche sur l'esprit de ce lieu d'importance pour Montréal, l'équipe de NÓS architectes a développé un projet d'architecture pour le groupe Prével à la hauteur de son contexte patrimonial. L'architecture s'inspire ainsi de la composition classique des bâtiments typiques du secteur pour créer un ensemble empreint de sobriété. Revêtue d'un écrin de maçonnerie, les tours s'unissent autour d'un jardin central, dans un arrangement symétrique créant un cœur habité, lumineux et verdoyant.

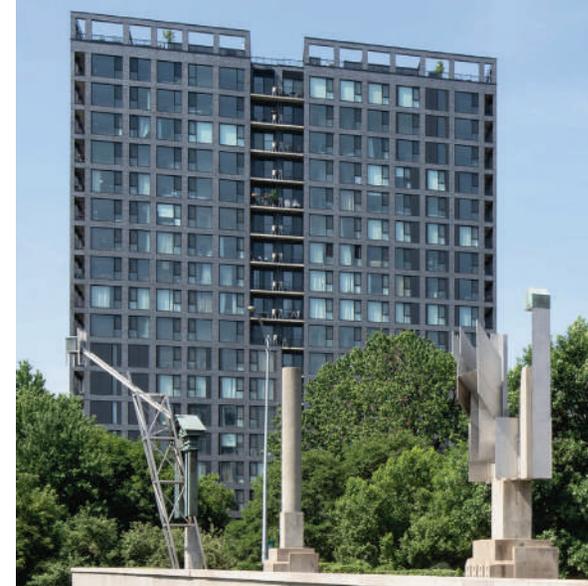
Une présence élégante et intemporelle

Par la répétition de modules d'ouvertures simples, les façades côté ville présentent un motif monochrome et sobre qui offre un arrière-plan neutre au paysage des grands jardins. Ces façades constituent un fond de scène contrasté, évitant d'entrer en concurrence avec les maisons d'époque. Au toit, le revêtement se prolonge en arcades pour articuler le couronnement de la tour, qui intègre les toits terrasses et les volumes techniques.

Fidèle à son approche de conception sensible à son contexte, qu'il soit tangible ou intangible, l'équipe de NÓS architectes a développé une architecture raffinée qui saura transcender les années et témoigner, à son tour, de son époque.



CONTENU PARTENAIRE



LE SAVIEZ-VOUS ?

À la suite d'une concertation avec la communauté, dont la table de quartier Peter-McGill, le projet intègre à l'ensemble deux parcs publics qui contribueront au caractère du Quartier des grands jardins. Un parc commémorant l'occupation des Franciscains sera aménagé le long du boulevard René-Lévesque et intégrera la cloche de la chapelle aujourd'hui disparue.

nós

De grands projets dans les plans

La COVID-19 a ralenti l'économie de la province, mais certaines grandes constructions ont joué un rôle clé pour la maintenir à flot. Voici trois projets montréalais d'envergure aucunement freinés par ces temps pandémiques incertains.



▣: Menkès Shooner Dagenais LeTourneux architectes

1 Square Phillips

Un tout nouvel édifice grattera le ciel du centre-ville en 2024. Avec ses 232 mètres de hauteur par rapport au niveau du

fleuve, le 1 Square Phillips, dont la construction a débuté en juillet, promet d'être la plus haute tour résidentielle de la métropole.

Le projet, qui se décline en trois phases, prend la place d'un stationnement enclavé à l'intérieur d'un ensemble d'immeubles. Un défi qui s'est révélé complexe. « Il fallait trouver une idée attrayante et forte pour Montréal, raconte Anik Shooner, cofondatrice de la firme Menkès Shooner Dagenais LeTourneux architectes, derrière sa conception. On a donc décidé de créer un bâtiment qui se déploie autour d'une somptueuse cour intérieure couverte de végétation. »

Cette architecture permettra aux résidents des étages inférieurs – donc encerclés par des bâtiments – d'avoir accès au jardin intérieur, alors que ceux des étages plus élevés pourront profiter d'une vue imprenable de la ville.

L'équipe d'Anik Shooner, mandatée par le groupe Brivia, a conçu trois bâtiments, dont une tour résidentielle de 61 étages composée de trois blocs de différentes hauteurs qui semblent glisser l'un sur l'autre. Une configuration qui crée davantage de logements en coin, précise l'architecte.

Évaluée à 560 millions de dollars (M\$), cette première phase accueillera 796 résidents, qui pourront profiter notamment d'un « Sky Lounge » de 5700 pieds carrés situé au 50^e étage, d'un parc canin et d'un « espace santé » de 12 000 pieds carrés.

Les deux phases suivantes, dont les plans et devis sont actuellement en production, comptent une plus petite tour résidentielle de 20 étages, en forme de L, ainsi qu'un hôtel donnant sur le square Phillips.

Les partenaires financiers de ce projet incluent la Banque de Montréal ainsi que la succursale de Montréal de la Banque de Chine.



▣: Menkès Shooner Dagenais LeTourneux architectes

Nouveau siège social de la Banque Nationale

Deux ans après le début de la construction, le béton du troisième étage du nouveau siège social de la Banque Nationale a été coulé. Installé sur la rue Saint-Jacques Ouest, il s'agira du premier édifice que les automobilistes empruntant l'autoroute Bonaventure apercevront au centre-ville.

Les firmes d'architecture,
au cœur de la qualité
de notre cadre de vie

Trouvez un bureau d'architectes en fonction
de votre besoin : aappq.qc.ca



Association
des Architectes
en pratique
privée du Québec

«Ça représentait une réflexion très intense, se souvient Anik Shooner, dont la firme, Menkès Shooner Dagenais LeTourneaux architectes, a conçu le projet. Comme architecte, on possède une énorme responsabilité, car les bâtiments existent pendant plusieurs générations. On souhaite donc laisser une marque positive dans la ville et, surtout, améliorer la qualité de vie des gens.»

L'édifice de 192 mètres de hauteur, bâti au coût de 750 M\$, accueillera entre 5000 et 6000 employés au courant de l'année 2022. C'est d'ailleurs en grande partie pour eux que la Banque Nationale a choisi de construire une nouvelle tour. « En plus de

léguer à Montréal un bâtiment d'une grande valeur, la Banque souhaitait réunir ses employés dans un environnement extraordinaire qui offre des services de qualité tout en valorisant la collaboration et la créativité », précise Anik Shooner.

La nouvelle tour, dont l'objectif est d'atteindre les certifications LEED Or et WELL, comptera entre autres un centre d'affaires, un centre de conférences, une cafétéria sur deux niveaux, une garderie, un centre d'entraînement. Quatre cents stationnements pour vélos, 80 bornes pour voitures électriques et un jardin extérieur situé au 40^e et dernier étage sont également prévus.

du nouveau pavillon, avec l'architecte Alain Compéra et l'urbaniste Gerardo Perez.

L'équipe a entre autres dû s'assurer de créer un édifice qui ne dépasse pas en hauteur sa voisine, la basilique Saint-Patrick, en plus de respecter les angles de vue vers celle-ci. «C'est ce qui a modulé la volumétrie extérieure en forme de dents, car il a fallu s'insérer entre les bâtiments existants», explique Alain Compéra.

L'édifice lumineux de huit étages, qui vise la certification LEED Or, comptera 27 salles de cours, un auditorium de 300 places, un centre de conférences et d'événements, et plusieurs toits verts. Le coût du projet, dont la construction a commencé en octobre 2019, est de 235 M\$, réparti entre le gouvernement du Québec (108 M\$), HEC Montréal (87 M\$) et la fondation de l'établissement (39 M\$).

— Anne-Marie Luca



Provencher Roy

Le nouveau pavillon de HEC Montréal

Au printemps 2022, les professionnels du milieu des affaires pourront fréquenter un nouveau pavillon de HEC Montréal. Le bâtiment de 24 900 mètres carrés se dressera dans un secteur architecturalement éclectique du quartier des affaires, à l'inter-

section de la côte du Beaver Hall et de la rue De La Gauchetière.

« Notre objectif consistait à concevoir un bâtiment contemporain, ce qui définit le caractère dynamique et avant-gardiste de l'établissement, tout étant en harmonie avec son environnement », détaille Anne Rouaud, architecte chez Provencher Roy et l'une des trois professionnelles derrière la conception



Agrandissement et réaménagement de nos bureaux

En réponse à la forte croissance de notre équipe, nos bureaux ont été agrandis et réaménagés avec la volonté d'offrir des aménagements démocratisés et lumineux, propices au bien-être et à la créativité de notre personnel.

Une solution structurale novatrice et économique, composée principalement de bois d'ingénierie, a été développée avec succès et de façon intégrée avec les professionnels et l'industrie québécoise.

jl.p.ca



Architecture à vivre.

msdl

La qualité d'abord, la relance ensuite

Anne-Marie Luca

Le nouveau projet de loi 66 (PL 66), qui a été présenté le 23 septembre, vise à accélérer la réalisation de 181 projets publics d'infrastructure dans toute la province afin de relancer l'économie fragilisée par la pandémie. Une annonce bien accueillie par la communauté architecturale, à condition que la qualité ne se détériore pas.

«L'accélération des projets publics ne doit pas compromettre la qualité et la durabilité des infrastructures. La relance économique doit absolument respecter les principes de développement durable, et les infrastructures doivent être conçues en favorisant la qualité, et ce, pour tout le cycle de vie du bâtiment», soutient Lyne Parent, directrice générale de l'Association des architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ).

La qualité devrait demeurer centrale, renchérit Pierre Corriveau, le président de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ). Il insiste d'ailleurs sur l'importance d'accorder une place à la très attendue Stratégie québécoise de l'architecture – qui concerne la qualité architecturale des bâtiments – afin d'encadrer les projets sélectionnés dans le projet de loi.

Cela dit, le PL 66 ne devrait pas avoir d'impact important pour les architectes dont les mandats relèvent du domaine public. «Ce sont des projets sur lesquels on travaille déjà», note Lyne Parent. Les architectes seront cependant encore plus occupés, même si ça allait déjà vite.»

Le plan de relance gouvernemental, qui



Par son but d'accélération des projets d'infrastructures publiques, le projet de loi 66 risque de tenir les architectes encore plus occupés qu'ils l'étaient auparavant. ■: 123RF

représente la nouvelle mouture du controversé projet de loi 61 abandonné cet été, propose plusieurs mesures temporaires pour alléger l'administration de 81 projets en santé, 40 en éducation, 52 en transport routier et 8 qui touchent des infrastructures gouvernementales. Cette liste sera fermée dès l'adoption du projet de loi.

Ces règles d'exception permettront de libérer plus rapidement les biens visés par une expropriation, d'entreprendre

des travaux d'infrastructure sur le domaine de l'État avant l'obtention des droits requis, de soumettre les études environnementales requises au fur et à mesure que les travaux avancent. L'accélération de l'obtention de modification aux règlements municipaux sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire est aussi prévue.

La mise en œuvre de ces mesures permettrait de devancer de 2 à 36 mois

l'échéancier des chantiers ciblés, selon le gouvernement québécois.

Saine concurrence

L'AAPPQ est soulagée de constater que les conditions contenues dans la Loi sur les contrats des organismes publics demeurent intouchées par le PL 66, un point qui en avait inquiété plusieurs lors de la présentation du premier projet de loi au printemps. «Il faut s'assurer que l'on maintient toujours une saine concurrence ainsi que les règles d'intégrité, et que toutes les firmes pouvant se qualifier possèdent leur place sur tout le territoire québécois», souligne sa directrice générale.

Elle appelle aussi à la prudence concernant l'octroi de plusieurs projets à une même firme dans le but d'accélérer la relance, une méthode qui pourrait éclipser les plus petites entreprises, celles basées en région ainsi que la relève. «On comprend que ça puisse faciliter les réalisations dans certains cas, mais quand on regroupe six ou sept projets, les critères de sélection deviennent plus restrictifs. Et ce sont souvent les plus grandes firmes de milieu urbain qui remportent les contrats», fait remarquer Lyne Parent.

L'AAPPQ poursuit d'ailleurs ses réflexions concernant le PL 66 afin de relever les éléments qui pourraient avoir un effet sur la qualité des infrastructures.

Pierre Corriveau fait remarquer qu'il «est évident» que l'ensemble des architectes mettra tout en œuvre pour s'assurer de la qualité des 181 projets visés. «Nous le faisons comme architectes, mais tous les intervenants du cadre bâti devraient être sur le même schéma.» ■



Après plus de 40 ans de pratique, GR7 Architecture s'est méritée la confiance et la fidélité de nombreux clients dans les domaines de l'habitation, de l'éducation, de la santé, de l'industrie, du commerce et des ouvrages d'art (ponts et viaducs).

Dirigée par 3 associés d'expérience, la firme est composée d'un groupe d'architectes, de technologues et de professionnels passionnés formant une équipe diverse, dynamique et solide pour vous servir.

GR7 offre l'expertise professionnelle nécessaire à assurer la pérennité du patrimoine architectural de ses clients. Accréditée LEED, la firme a pour objectif de créer une architecture pertinente et durable enrichissant la qualité de vie des usagers tout en protégeant l'environnement et ses ressources.

Dès la programmation fonctionnelle et technique (PFT), passant par la conception, les plans et devis, le design intérieur, la surveillance de chantier et les expertises techniques, GR7 accompagne ses clients durant tout le parcours du développement de projet...et plus encore!

GR7 ARCHITECTURE

www.gr7.ca

Le patrimoine bâti, une notion à creuser

Les architectes le disent et le redisent : le patrimoine bâti, c'est bien plus qu'un simple classement de quelques vieux bâtiments. C'est un concept englobant qui mérite une réflexion approfondie. « Pour les architectes, le patrimoine représente une notion vivante, toujours en développement. C'est un héritage qu'on transmet aux générations futures », souligne Anne Carrier, présidente de l'Association des architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ).

C'est pourquoi la gestion du patrimoine devrait, selon elle, aller au-delà du classement établi par le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et s'inscrire dans une gestion globale de l'aménagement du territoire québécois. « La notion de préservation du patrimoine devrait être moins aléatoire et discrétionnaire », précise-t-elle.

Cette notion devrait également être cohérente pour tous les intervenants,



Il n'existe pas actuellement de stratégie d'intervention en matière de patrimoine immobilier au Québec. ©: 123RF

autant les citoyens que les instances principales et les municipalités, en s'appuyant sur des expertises et des critères rigoureux, renchérit la présidente de l'AAPPQ. « Gérer notre patrimoine, c'est gérer durablement nos territoires et notre identité culturelle. »

Anne Vallières, archi-

tecte spécialisée en patrimoine à la firme STGM architectes, abonde dans le même sens. Elle considère que le classement de bâtiments et la désignation de sites par le MCC ne représentent pas l'unique solution pour protéger et valoriser le patrimoine bâti. « Cette approche



YMCA St-Roch réalisé avec CCM2

www.stgm.net

stgm

Pour améliorer la qualité de vie de tous, un espace à la fois



Huit nouveaux associés



CRÉATEURS DE MILIEUX DE VIE.

gmad

GMAD.CA

s'applique à environ 1% des ressources patrimoniales du territoire québécois, et ses mé-

thodes d'intervention peuvent être inappropriées quand il s'agit d'opérer sur l'architect-

ture mineure», indique celle qui est aussi chargée de cours à l'École d'architecture de l'Université de Laval.

Tout comme Anne Carrier, elle insiste sur l'importance de redéfinir la notion de patrimoine bâti. « Un changement de paradigme devrait favoriser une approche globale sur l'ensemble du territoire québécois, qui pourrait s'inspirer des principes du développement durable. »

Le temps d'agir

La Vérificatrice générale du Québec (VGQ), Guylaine Leclerc, a souligné, dans le tome de juin 2020 du rapport du VGQ, qu'une stratégie d'intervention en matière de patrimoine immobilier – actuellement absente – « aiderait notamment le MCC à susciter l'adhésion collective et à résoudre des enjeux de sauvegarde qui existent depuis des décennies ».

Cela dit, il existe déjà des solutions pour y parvenir, estime Anne Carrier. Comme la Stratégie québécoise de l'architecture, dont l'élaboration a été lancée en 2019 par le MCC et qui est fortement attendue par l'Ordre des

architectes (OAQ), ou encore la Politique nationale d'aménagement du territoire et de l'urbanisme proposée par l'Alliance Ariane. Créé en 2015, ce regroupement d'experts et d'organismes a interpellé le gouvernement du Québec en 2018 pour qu'il adopte cette politique d'ici cette année. L'Alliance Ariane avait alors publié une déclaration de principe intitulée « Pour une politique nationale d'aménagement du territoire et de l'urbanisme », signée à ce jour par 3214 personnes. Vingt municipalités du Québec l'ont également adoptée, dont Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières.

« Ce sont des moyens de donner suite aux recommandations de la VGQ, car la Stratégie et la déclaration de principe proposent une vision plus globale de l'environnement bâti, qui tient compte des bâtiments dans leur milieu et leur contexte, fait remarquer celle dont la firme, Anne Carrier architecture, possède une expertise dans les bâtiments patrimoniaux. Le patrimoine, ce n'est pas simplement un bâtiment ancien isolé. C'est un tout

CAPITALE NATIONALE

Une préservation réussie

Le Morrin Center, une ancienne prison construite à Québec en 1808 et qui s'est transformée soixante ans plus tard en institution d'enseignement supérieur de langue anglaise, a fait l'objet d'une mise aux normes au début des années 1990, dont la réalisation s'est étalée jusqu'en 2010. Michel Boudreau, directeur d'expertise en patrimoine et l'un des principaux architectes de la firme STGM architectes, qui a travaillé sur le projet, a réalisé plus de 14 études afin de pouvoir proposer un concept d'intervention approprié. Le projet retenu s'est déroulé en trois phases et a coûté 8,2 millions de dollars. Il comprenait la restauration complète de l'enveloppe et de l'intérieur du bâtiment, l'intégration de nouveaux aménagements en vue d'en faire un centre culturel anglophone et la remise en service de la bibliothèque datant de 1868. - A.-M. L.

qui contribue au développement durable. Et il faut veiller à son entretien, à la qualité de ses rénovations et à sa pérennité.»

L'OAQ estime d'ailleurs que la Stratégie québécoise de l'architecture, dont l'élaboration a été mise sur pause, devrait être utilisée pour répondre aux recommandations de la VGQ. « La Stratégie a amorcé une réflexion sur le patrimoine qui permettrait d'accompagner le plan d'action du MCC, qui est en cours de rédaction », précise le président de l'Ordre, Pierre Corriveau.

Les architectes devraient également être interpellés davantage en matière de patrimoine, et pas uniquement au moment de la préservation, estime Anne Carrier. « Ceux qui jugent la pertinence d'une intervention architecturale ne possèdent pas toujours les compétences appropriées; c'est donc important d'aussi faire appel aux experts au moment de prendre des décisions sur le patrimoine. Et ce sont les architectes qui préparent les dossiers justificatifs pour les promoteurs immobiliers. » - Anne-Marie Luca



Artesa architectes concepteurs est heureuse de vous annoncer l'ouverture de ses nouveaux bureaux au Quartier DIX30 à Brossard.

Au service de sa clientèle depuis plus de 25 ans, l'équipe d'Artesa pratique architecture et design d'intérieur avec passion pour un éventail de projets autant privés qu'institutionnels.

Les 35 professionnels d'Artesa offrent une gamme de services spécialisés reliés à la construction tout en gardant l'humain au cœur de leurs considérations.



PHOTO: BENOIT DESJARDINS



DAOUST LESTAGE
LIZOTTE + STECKER

ARCHITECTURE



Gagner à réhabiliter les vieux murs

Anne-Marie Luca

Selon le commissaire au développement durable du Vérificateur général du Québec (VGQ), Paul Lanoie, la «réhabilitation d'un bâtiment existant peut s'avérer plus économique que la construction d'un nouvel édifice». S'exprimant à propos de la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immobilier dans le tome de juin 2020 du rapport du VGQ, il souligne qu'une intervention sur des édifices existants aurait dans les faits une portée économique, environnementale et sociale.

Il donne entre autres l'exemple d'un bâtiment de 1908 sis dans la municipalité manitobaine de Neepawa, dont la réhabilitation a engendré des économies de 22 % par rapport à une nouvelle construction équivalente.

Des cycles

Pour arriver à ce constat, il faut procéder à l'analyse du cycle de vie de l'édifice, explique l'architecte spécialiste en patrimoine Anne Vallières, de la firme



Selon le commissaire au développement durable du Vérificateur général du Québec, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immobilier aurait une portée économique, environnementale et sociale. **b**: 123RF

STGM architectes. « Un bâtiment préservé sera peut-être un peu moins performant du point de vue de l'économie d'énergie, par exemple, mais quand on considère qu'il existe depuis une centaine d'années, qu'il a subi l'épreuve du temps, plusieurs cycles de gel et dégel, qu'il a résisté à des tremblements de terre...

on détient la preuve qu'il est durable », précise celle qui est aussi chargée de cours à l'École d'architecture de l'Université de Laval. Elle souligne également que « plusieurs bâtiments neufs vieillissent mal, parce que les matériaux synthétiques n'étaient pas aussi performants » que prévu.

« La plupart du temps, les analyses comparatives de coûts démontrent que la réhabilitation d'un bâtiment est plus économique que la construction d'un nouvel édifice équivalent, à condition de considérer le cycle de vie et non seulement le coût des travaux de construction », poursuit Anne Vallières.

EXARCITE

ARCHITECTURE

expertise | architecture | design | paysage

exarcite.ca | [f](https://www.facebook.com/exarcite) | [in](https://www.linkedin.com/company/exarcite)

Par Eric Massé, Architecte
OAQ, AAPPQ et membre de

BÂTIMENT
PASSIF
QUÉBEC

LAURIER

Architectural

Compagnie du Groupe Novatech

Novatech

PLUS DE 70 ANS D'EXPÉRIENCE EN PRODUITS VERRIERS

Des experts techniques pour réaliser vos projets d'envergure ainsi que vos projets de bâtiments durables

Contactez-nous à infotechnique@laurier.net

Clavardez en direct avec nos experts techniques sur www.laurier.net



Impacts diminués

La protection d'un bâtiment existant serait aussi moins néfaste pour l'environnement que la construction d'un édifice neuf équivalent. « Dans plusieurs cas, pour des bâtiments de même taille destinés au même usage, la réutilisation d'édifices a moins d'impact sur l'environnement que la construction d'édifices neufs », peut-on lire dans le rapport du VGQ.

C'est notamment pour-

quoi Anne Carrier, présidente de l'Association des architectes en pratique privée du Québec, déplore le sort des écoles. « On a tendance à vouloir toutes les détruire, parce qu'elles ne sont plus appropriées, alors qu'il existe des recherches très pointues sur comment les réutiliser en intégrant les visions éclatées d'aujourd'hui, où l'on n'enseigne plus de la même façon », fait valoir celle dont la firme, Anne

Carrier architecture, possède une expertise en bâtiments patrimoniaux.

Durer longtemps

Construire un nouvel édifice nécessite à peu près autant d'énergie que le faire fonctionner pendant 40 à 80 ans, chiffre Paul Lanoie. Les déchets de destruction d'édifices occupent quant à eux une importante place dans les sites d'enfouissement des grandes villes, ce qui est non seulement

néfaste pour l'environnement, mais aussi coûteux. Enfin, l'immobilier représente le secteur offrant le plus d'occasions de réduire, à coûts raisonnables, les émissions de gaz à effet de serre en apportant des améliorations en matière d'efficacité énergétique, rapporte le commissaire.

« On peut arriver à conserver davantage de bâtiments existants, croit Anne Carrier. Mais pour bien le faire, il faut réfléchir



Anne Vallières
architecte spécialiste
en patrimoine à la firme
STGM architectes

« Tous les emplois liés à la valorisation du patrimoine ont un réel impact économique. Ce sont les gens de la construction, les experts-conseils d'architecture et d'ingénierie, mais aussi les centres d'interprétation, les musées, les salles de spectacle, le tourisme... »

avec des architectes – notamment en pratique privée –, mais aussi avec des chercheurs. Cela pourrait être une bonne combinaison afin de répondre aux attentes du VGQ. »

Grand employeur

Le commissaire Lanoie indique également dans ses observations sur la valorisation du patrimoine immobilier que « comme la restauration d'immeubles implique en général un travail très méticuleux, elle participe au maintien ou à la création d'emplois ». Selon une étude citée dans le rapport du VGQ, la réhabilitation de bâtiment nécessite en moyenne 66% plus de main-d'œuvre qu'une nouvelle construction en Ontario.

D'ailleurs, une étude de 2016 portant sur les retombées économiques du patrimoine de Québec conclut que si l'« écosystème patrimonial » représentait un seul donneur d'ouvrages, celui-ci se placerait au cinquième rang des dix plus grands employeurs des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches. Selon cette analyse réalisée à la demande de la Ville, le secteur est à l'origine de plus de 6400 emplois et contribue à l'économie régionale à hauteur de 380 millions de dollars.

« Tous les emplois liés à la valorisation du patrimoine ont un réel impact économique, assure Anne Vallières. Ce sont les gens de la construction, les experts-conseils d'architecture et d'ingénierie, mais aussi les centres d'interprétation, les musées, les salles de spectacle, le tourisme... »

En juin, Paul Lanoie a aussi mentionné l'importance du tourisme généré autour des sites historiques, ainsi que la revitalisation des centres-villes, qui « peut accroître la valeur foncière de l'ensemble des propriétés et gonfler l'assiette fiscale des municipalités ». ■

INDUSTRIES (PHARMACEUTIQUE / BIOTECH / HAUTE TECHNOLOGIE / CANNABIS / ALIMENTAIRE) • SANTÉ ET RECHERCHE • ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE • ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ET UNIVERSITAIRE • BUREAUX

3

bureaux
Montréal
Québec
Laval



depuis
1912

www.nfoe.com

plus de
professionnels **100**

**SPÉCIALISTE DANS LA
CONCEPTION ARCHITECTURALE D'INSTALLATIONS
À LA FINE POINTE DE LA TECHNOLOGIE**

N·F·O·E
architecture